

pourtant, le problème semble crucial à l'heure actuelle. Pourquoi ce mystère sur l'origine de l'argent? N'est-il pas grand temps de dissiper ce mystère? N'est-il pas grand temps de scruter ce problème de l'argent qui semble une des causes du marasme économique actuel, car il est exact de dire que telles sont actuellement, les conditions de la vie économique et sociale qu'un très grand nombre d'hommes y trouvent les plus grandes difficultés terrestres, matérielles et même spirituelles.

En terminant, j'aurais encore beaucoup de choses à dire, mais je voudrais attirer l'attention encore une fois du ministre des Finances sur le bill C-328 qui a été présenté à la Chambre par le chef du Parti du Crédit Social du Canada. Ce bill a été présenté pour prévoir des mesures d'urgence, pour traiter de la hausse des prix, et pour combattre l'inflation. J'invite tous les membres du Parlement à lire attentivement le contenu de ce bill, à considérer l'objectif visé et on découvrira encore une fois de plus que dans ce projet de loi il y a des propositions bien concrètes, bien de notre temps et qui, si elles étaient appliquées, aideraient énormément à la solution des problèmes que l'on discute à la Chambre.

Inutile, monsieur le président, d'utiliser les mêmes recettes et les mêmes pilules. Cela fait 100 ans qu'on les utilise et on se réveille toujours avec les mêmes malaises. Essayons autre chose. Il n'y a pas de risque à essayer autre chose. Si le gouvernement a le courage, si le ministre des Finances a le courage de présenter une loi dans le même sens, il sera dans l'histoire de notre pays l'un des plus grands Canadiens qui aura fait le plus de bien à son pays et qui aura contribué à régler un problème crucial, un problème qui inquiète tous les Canadiens. On lui élèvera un monument en signe de reconnaissance, car il aura été celui qui aura mis l'argent au service de l'humanité, au service des Canadiens.

● (1730)

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai volontiers accepté, comme mes collègues des deux côtés de la Chambre, d'accorder du temps supplémentaire au député de Bellechasse (M. Lambert). L'hon. représentant a du moins été logique en préconisant en matière économique les idées exprimées par son parti depuis des années. Bien que nous ne souscrivions pas à toutes ses théories, nous pouvons tous respecter la sincérité avec laquelle il les expose.

D'autre part, à titre de député ministériel, en écoutant le député de York-Simcoe (M. Stevens) et le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), cela m'a rappelé deux marins qui, après une nuit éprouvante, se retrouvent au rassemblement à l'église le lendemain matin. A l'église, ils entendent un sermon à l'emporte-pièce sur les dix commandements par un prédicateur très loquace qui passe en revue chaque commandement et tonne contre tous ceux qui les ont enfreint. Les marins sont plutôt penauds et en laissant l'église, l'un d'eux se tourne vers l'autre et dit: «Ma foi, au moins nous n'avons pas adoré des idoles.»

Après avoir écouté l'Opposition, on commence à se demander s'il y avait vraiment quelque chose de bien dans le budget du ministre des Finances (M. Turner). J'estime qu'il apporte au contraire beaucoup et je tiens à réfuter certaines remarques entendues à propos du ministre cet après-midi, notamment celles où l'on semble insinuer qu'il ne se soucie pas des questions sociales, qu'il n'a pas conscience des problèmes du simple citoyen moyen. Étant son

Budget—M. Jamieson

collègue depuis des années, je sais bien que c'est tout le contraire. En fait, ce budget est ce qu'il pouvait faire de mieux dans les circonstances, et il y tient compte du bien-être de tous les Canadiens.

J'ai trouvé extrêmement difficile de suivre le député de York-Simcoe cet après-midi...

Une voix: Pourquoi essayez-vous, alors?

M. Jamieson: Franchement, monsieur l'Orateur, ça n'en vaut guère la peine et je me propose de n'y consacrer qu'une minute ou deux, parce que c'est tout ce que ça vaut. Toutefois, si le député veut s'engager avec moi dans une joute oratoire, nous pouvons nous amuser jusqu'à 6 heures.

Nous avons entendu le critique économique de troisième ordre du parti tory—nous avons vu l'expert disparaître sans laisser de trace, hier soir, et le numéro deux a assisté à grand-peine à toute la séance, mais le numéro trois a présenté son numéro d'amateur. Rarement, depuis dix ans que je suis à la Chambre, ai-je entendu tant de propos décousus que ceux du porte-parole de l'opposition officielle cet après-midi à la Chambre. Les économistes dont il parlait, tant au sein de la Fonction publique qu'à l'extérieur, vont bien se divertir en lisant ses propos dans le *hansard* et en essayant de renouer le fil de son discours.

J'ai constaté, pourtant, qu'à la fin de son discours, il s'était proposé, d'une manière qui était loin d'être convaincante, de sortir sa grande table de la loi—la grande solution tory à tous les problèmes du monde, et plus particulièrement à tous les problèmes canadiens.

Il a débité toute une série de remèdes que je n'ai pu saisir, mais je vais y revenir plus tard. Il veut éliminer les taxes sur l'essence, augmenter énormément les dépenses, déjà considérables, dans des domaines variés; il propose toutes sortes de réduction d'impôts. Le seul endroit où il m'a semblé prêt à réduire les dépenses était celui du budget de l'État. Il a fait cette déclaration de la façon la plus frivole, sans document à l'appui ni la moindre démonstration de la méthode qu'il comptait adopter; il s'est contenté d'affirmer: «Je vais commencer par supposer que nous pouvons restreindre davantage le gouvernement. C'est une parole d'Évangile—ne me demandez pas de défendre ma thèse ni de vous dire comment nous allons obtenir l'argent, acceptez-le sans conteste parce que tout ce que je dis n'a de valeur que si vous le croyez.»

C'est un cliché de dire «Gouverner, c'est choisir». Qui-conque a l'expérience du gouvernement sait qu'il est facile de choisir entre ce qui est manifestement bon et ce qui est manifestement mauvais. Dans bien des cas, toutefois, la situation n'est pas aussi tranchée, et il faut alors choisir entre des solutions tout autant attrayantes les unes que les autres, mais qui s'excluent mutuellement.

J'ai bien aimé la remarque du député de York-Simcoe cet après-midi. J'aurais voulu l'avoir faite. Elle mérite de passer à l'Histoire; il a dit que l'inflation était un problème politique: aucun qualificatif, c'est «un problème politique». Je ne suis pas sûr de ce qu'il a voulu dire par là, monsieur l'Orateur, mais je vais vous dire ce que l'inflation n'est pas: un problème qui sert de prétexte à politicailleur.

Des voix: Bravo!